Recherches sociographiques

RS

Gilles HOULE (dir.), Cahiers canadiens de sociologie

Gladys L. Symons

Volume 30, numéro 1, 1989

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056414ar DOI : https://doi.org/10.7202/056414ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé) 1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Symons, G. L. (1989). Compte rendu de [Gilles HOULE (dir.), Cahiers canadiens de sociologie]. Recherches sociographiques, 30(1), 117–119. https://doi.org/10.7202/056414 ar

Tous droits réservés ${\mathbb C}$ Recherches sociographiques, Université Laval, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/



bourgeoises montréalaises se retrouve en lice avec l'armature institutionnelle de toute la société canadienne-française: trois «groupes» (!), «les féministes, les nationalistes et le clergé, prennent conscience des ravages sociaux entraînés par l'industrialisation». (P. 253.) Après ce pâté, un cheval, un foie de lapin, l'interprétation «yvettiste» du Référendum peut se prendre comme de la petite bière.

Je reste vraiment perplexe de voir un historien du calibre de Trofimenkoff saboter ainsi son propre travail pour le mettre au goût du jour. Avec le résultat que le sens commun hésite sur la garniture et passe à côté du substantiel. Expurgée de ses confusions féministes, une seconde édition nous fournirait, il me semble, un magnifique classique.

Nicole GAGNON

Département de sociologie, Université Laval.

Gilles HOULE (dir.), Cahiers canadiens de sociologie, XII, 1-2, printemps 1987, 193 p.

Ce numéro double des Cahiers canadiens de sociologie, dirigé par Gilles Houle, fait le bilan du dernier quart de siècle au Québec. Les « grandes dimensions constitutives de toute société, c'est-à-dire démographique, économique, politique, culturelle ou idéologique » (p. 1) forment l'ossature de la table des matières: une analyse générale de l'époque (Rioux); la démographie (G. Caldwell et D. Fournier), l'économie politique (G. Houle et G. Hamel), la culture et la politique (M. Fournier), les perceptions des inégalités communautaires (Laczko), la philosophie et la sociologie (Dumas), et l'imaginaire québécois à la Marcel Rioux (Nielsen).

Le fil conducteur des articles, c'est la modernisation dans toute sa complexité, y compris la question nationale. Si cet enjeu reste pertinent après les changements amenés par la Révolution tranquille, on ne s'attendait pas à ce qu'il porte en lui-même son lot de menaces pour notre société transformée. Ironiquement, la modernisation, accueillie comme une solution au début des années soixante, a engendré, à son tour, de nouveaux problèmes. Dans le premier essai, Rioux accentue « la question la plus difficile et la plus angoissante » (p. 13): la modernisation est-elle possible sans américanisation?

Les auteurs, Fournier, Caldwell et Fournier, relancent la critique de la modernité au Québec. La rationalisation du monde, prédite par Max Weber, a envahi la province, et la logique de la bureaucratie atteint son summum. La rationalité instrumentale, le langage de la technicité et l'efficacité se sont emparés de la société. La culture est en crise : elle se dépolitise tandis que la politique se « déculturalise ». Le modernisme menace l'équilibre fragile de la démographie et remet en cause la survie du Québec comme société distincte. Mis en veilleuse le projet national, les valeurs liées au rendement ont remplacé le débat sur les valeurs traditionnelles.

La modernisation entraîne aussi des transformations importantes de la conscience. Dans son article sur la socio-epistemic inversion de la philosophie et de la sociologie au Québec, Dumas raconte l'histoire fascinante de l'émergence des sciences sociales d'ici, qu'elle qualifie de « révolution cognitive », et résume l'évolution de la sociologie québécoise. L'auteur analyse aussi la philosophie canadienne-française (dominée par la scolastique et l'ultramontanisme) qui cautionnait (discursive defence) l'alliance sacrée entre l'Église et l'État, tout en protégeant leur autorité partagée sur la société. (P. 117.) La thèse de Dumas est qu'au Québec les sciences humaines ont assumé les fonctions cognitives et sociales attribuées à la philosophie dans d'autres sociétés. «The social sciences occupied the place "deserted" by philosophy, in providing the French-Canadian intellectual ethos with a democratic, secular, positive, rational, and critical world view which became not only culturally legitimate, but politically relevant in so far as it formulated the conceptual framework for the constitution of collective identity. » (P. 129.) « Processus antinomiques », la sociologie et la philosophie habitaient des univers distincts. La philosophie canadienne-française fut le premier obstacle idéologique et épistémologique auquel se butaient les sciences sociales. L'analyse de Dumas est sans contredit une des meilleures du numéro.

L'article de Houle et Hamel explique la modernisation économique de la province par une théorie du passage. On fait la revue des travaux les plus pertinents sur la nouvelle bourgeoisie francophone ainsi que sur les pratiques économiques québécoises d'expression française. On démontre comment la transformation du Québec impliquait un passage d'un mode de production « médiéval » et « dominé » à un autre capitaliste et « dominant ». « Faite d'une économie étrangère, d'une économie privée anglophone et francophone, d'une économie coopérative et d'une économie d'État, la structure économique de la société québécoise est effectivement originale. » (P. 59.) Malgré ces changements, la société reste fragile, sinon au plan économique, à tout le moins aux plans politique et culturel. La question nationale est, comme le Saint-Esprit, omniprésente.

Trouver un remède aux douleurs de la modernité n'est pas chose facile. Pour Rioux, il faut le chercher dans « une vie associative fondée sur l'entraide et la convivialité ». (P. 15.) Coincée entre « l'absurdité et l'utopie », la province peut échapper à l'américanisation en se tournant « vers l'autonomie et la responsabilité individuelles et collectives pour donner suite aux espoirs de ceux qui ont jeté les fondements d'une vie associative et coopérative ». (Id.) Mais voilà, comment réaliser cette autonomie? Ce n'est pas en ce cahier-ci qu'on trouvera la réponse. Pour Caldwell et Fournier, malgré l'avenir inquiétant tracé par le détail des statistiques démographiques, c'est la capacité du Québec (provenant de son passé « prémoderne ») pour la mobilisation collective qui peut « prévenir l'inévitable ».

La relecture des événements du dernier quart de siècle québécois, c'est une tâche herculéenne que Houle et son équipe ne réussissent pas complètement à faire. Lacune la plus criante, pas un mot sur l'Église. Certes, Dumas effleure la question, mais il me semble qu'une institution si importante, autrefois par sa présence, aujourd'hui par son recul, aurait mérité une analyse en profondeur. La rupture religieuse étant au cœur du processus de modernisation au Québec, le seul aveu de Houle qu'on n'a pas réussi à aborder le sujet ne justifie pas une telle omission.

Comme pour toute revue du genre, la qualité des contributions est inégale. Bien que quelquefois alarmistes, Caldwell et Fournier nous fournissent des statistiques valables et utiles, et leur analyse nourrit la réflexion. L'article de Rioux et celui de M. Fournier nous laissent tourmentés par les effets de la modernité. L'essai de Laczko jure dans l'ensemble,

tant par sa méthodologie que par ses données. C'est une question de goût; mais j'aurais préféré un traitement plus politique des relations entre francophones et anglophones au Québec. Et finalement, quoique superficielle, la prestation de Nielsen sur le Canada anglais n'est pas dénuée d'intérêt.

Si la présentation est bilingue, seuls les articles de Rioux, Fournier, et Houle et Hamel sont en français, les autres étant en anglais. Pourtant sensible aux enjeux, je reste plutôt ambivalente face au bilinguisme de ce numéro de la revue. Mais n'ayant aucune solution à ce problème épineux, je ne peux qu'en informer le lecteur.

Somme toute, comme les articles de ce cahier alimentent le questionnement sur la modernité et que plusieurs fournissent une bibliographie fort pertinente, ce numéro thématique mérite notre respect et notre attention.

Gladys L. SYMONS

École nationale d'administration publique, Montréal.

Alain G. GAGNON et A. Brian TANGUAY, Canadian Parties in Transition. Discourses, Organization, and Representation, Scarborough, Nelson Canada, 1989, [xi] 528 p.

Canadian Parties in Transition deviendra sans doute, dès cette année, un ouvrage de référence majeur pour la plupart des cours consacrés à l'étude des partis politiques canadiens. Ce recueil de textes présente, avec des données récentes, à la fois une vue d'ensemble et des analyses propres à faire connaître et comprendre le système des partis, ses composantes et son évolution contemporaine.

En plus de leurs contributions (l'introduction, un chapitre sur les petits partis et la bibliographie commentée), Gagnon et Tanguay regroupent vingt textes de collaborateurs parmi lesquels figurent plusieurs chercheurs réputés. Deux de ces textes sont des versions retouchées de publications antérieures: David E. SMITH a extrait une partie de sa synthèse historique sur l'union économique et William T. STANBURY a repris son étude sur les finances des partis (Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science, décembre 1986).

Cinq autres textes, parmi les meilleurs, sont néanmoins des condensés (parfois renouvelés) d'analyses développées ailleurs: Janine Brodie et Jane Jenson (chap. 1) abordent le thème principal de leur livre Crisis, Challenge and Change: Party and Class in Canada; William Christian et Colin Campbell (chap. 2), celui de leur publication Political Parties and Ideologies in Canada; Vincent Lemieux (chap. 5, traduction de R. Scott Evans), les éléments de son ouvrage Systèmes partisans et partis politiques (1985); Rand Dyck (chap. 8), divers passages de son étude Provincial Politics in Canada (1986); et Sylvia Bashavkin (chap. 19), des propos sur la place des femmes en politique de son Toeing the Lines: Women and Party Politics in English Canada (1985).

Par ailleurs, plusieurs autres chapitres, également parmi les meilleurs pour l'enseignement, recoupent les travaux de leurs auteurs: Joseph WEARING (chap. 11), sur le Parti